



# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et limitrophes... 3 mois, 12.00; 6 mois, 22.00; 1 an, 38.00  
France et Belgique... 14.00; 27.00; 45.00  
Union postale... 22.00; 43.00; 62.00

REDACTION-ANNONCES ROUBAIX: 71, Grande-Rue, Tél. 84 et 1908. Inter. 1180.  
TOURCOING: 33, rue Carnot. Tél. 57.  
Chèques postaux 87 Lds.



## CONTRE LA RÉVOLUTION L'UNION EST RÉALISÉE

« La Liberté », comme elle l'annonce elle-même, « a l'honneur d'être poursuivie par M. Edouard Herriot pour avoir dit des vérités qui le gênent ». Rien n'autorise ces poursuites, et tous les journaux non embrigadés par le Cartel des Gauches protestent, à bon droit, contre cette atteinte à leur indépendance. La loi de 1881 sur la presse prévoit, en son article 27, que seront punies « la publication ou la reproduction de fausses nouvelles lorsque la publication ou la reproduction a troublé la paix publique et qu'elle a été faite de mauvaise foi ». Or, dans le cas présent, il n'y a pas eu de mauvaise foi. Nombreux sont les journaux français qui ont dénoncé les menées révolutionnaires d'Amiens et des autres points du territoire. Bien loin de vouloir troubler l'ordre, cette publication n'avait d'autre but que de le maintenir. En tout cas, s'il y avait lieu à poursuites, « La Liberté » ne devrait pas être le seul journal inquisiteur. Nous réclamerions pour nous-mêmes le privilège de partager cet honneur, persuadés que des confrères, tels que « La Dépêche », « l'Écho du Nord », le « Journal d'Amiens », le « Progrès de la Somme » et bien d'autres, le revendiqueraient aussi. Nous sommes convaincus d'avoir courageusement collaboré à une œuvre d'utilité sociale, et nous en sommes fiers. La vérité est que M. Herriot regrette amèrement l'inertie dont nous apportons, chaque jour, de nouvelles preuves. Plutôt que de reconnaître ses faiblesses et ses complaisances, le Président du Conseil préfère nier l'existence même du danger. Alors pourquoi prend-il des mesures qui, pour être tardives, n'en sont pas moins significatives ? M. Herriot dit « La Liberté », ne veut pas qu'on sache que, pour « garantir l'ordre », il est obligé parce qu'il s'y est pris trop tard, de multiplier les précautions d'urgence. Alors, veut-il nous dire pourquoi les élèves de l'École Centrale qui vont tous les samedis, pour leur instruction militaire, au donjon de Vincennes et y entraînent librement, n'ont pu, hier, y pénétrer qu'après une vérification attentive de leurs pièces d'identité ?

D'autre part, six autos-mitrailleuses ont été amenées de Versailles à Paris et garées dans la cour de l'École militaire (quartier West). Conduites l'autre jour, en vue d'exercices, au terrain d'Issy-les-Moulineaux, par des escadriers du 12<sup>e</sup> régiment, n'ont-elles pas été, au retour, arrêtées par des officiers qui s'occupent des usines Citroën ?

L'organe du parti communiste, « l'Humanité », signalait lui-même (sera-t-il poursuivi?) que le ministre de la Guerre avait supprimé pour dimanche de nombreuses permissions dans la région parisienne, la troupe étant consignée et armée sur le pied de guerre. Le même journal ajoutait : « Il paraît même que les hommes couchent avec leurs armes à portée de la main. De plus, des estrades spéciales ont été construites aux Invalides, à la Tour-Maubourg, à l'École militaire : on y a installé des mitrailleuses. Cela fait prévoir une suppression totale des permissions de la Noël et du Nouvel An. »

Il faut bien le dire, le péril révolutionnaire ne fait plus de doute pour personne. On ne peut plus le montrer comme un épouvantail agité, dans un but intéressé, par le parti de l'opposition. Les amis eux-mêmes de M. Herriot reconnaissent que le communisme est « l'ennemi du peuple et que le peuple doit se dresser contre lui ». M. Eugène Guillaume l'écrivait très judicieusement dans le « Réveil du Nord », qu'on ne saurait certes pas taxer d'esprit fasciste ! De son côté, notre éminent confrère, M. Henri Langlais, écrivait dans « La Dépêche » que l'heure n'est plus de se quereller mais de « former le faisceau ».

Ainsi, tous les organes des partis les plus opposés croient le danger et attendent que M. Herriot se rende à l'évidence. Pour remédier à la carence gouvernementale, tous les citoyens s'organisent. L'union réclamée par nous, dès les premières manifestations révolutionnaires, s'est établie entre toutes les grandes associations nationales, sans distinction de convictions politiques ou confessionnelles, dans le but unique de « la défense de l'ordre français et le développement de la grandeur française ». Chacun, tout en sauvegardant ses opinions personnelles, peut s'inscrire dans l'une de ces associations qui ont choisi ce programme si large. Nous nous faisons un devoir de les énumérer :

Les Amis de la Palestine, Comité Duplex, Comité « France d'abord », Comité de la rive gauche du Rhin, Fédération des Ligues nationales, Légion, Ligue des Chefs de Section, Ligue civique, Ligue des droits du religieux ancien combattant, Ligue française, Ligue franco-théâtre, Jeunes patriotes, Union civique, Ligue des Patriotes. Cette dernière fut fondée par Déroulède; elle eut pour président Maurice Barrès. Le général de Castelnau en est le président actuel et M. Millerand le président d'honneur.

**MAINTENANT QUE CETTE ALLIANCE EST ÉTABLIE,** nous ne saurions assez inciter tous les citoyens à prendre une part active à la lutte. Tous voudront adhérer à l'une de ces organisations ayant pour seule ambition la défense de l'ordre et de la liberté, pour seul cri de ralliement, le plus net et le plus beau de tous : « Vive la France ! »

JEAN REBOUX.

### LES CHANGES

	Samedi	Lundi
Livre	87.20	87.42
Dollar	18.53	18.565
Belgique	92.15	92.50

## BILLET PARISIEN L'Allemagne réclame l'évacuation de Cologne

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 22 DÉCEMBRE (Midi).

On commence à avoir des renseignements sur la démarche faite samedi simultanément à Paris, Londres et Bruxelles par les représentants de l'Allemagne. Le Chancelier Marx qui, suite d'une personnalité politique plus qualifiée, continue à « expédier les affaires courantes », est resté fidèle à la « politique de libération » qu'il a vantée à ses compatriotes. Après le commencement d'évacuation de la Ruhr et la promesse d'une évacuation totale pour l'année prochaine, l'Allemagne ne se déclare pas satisfaite. Elle est impatiente d'en voir abrégier les délais; de même, elle ne parvient pas à concevoir que les Alliés puissent hésiter à quitter Cologne le 10 janvier prochain. Elle ne se soucie guère, par ailleurs, de remplir les clauses du traité dont l'observation par l'Allemagne est pourtant la condition mise à cette évacuation. L'objection qui lui a été faite samedi dans les trois capitales n'a eu le don que de l'irriter. Ses journaux sont pleins de fureur et d'indignation; ils répandent les légendes les plus ridicules, écrivent par exemple que M. Chamberlain a donné satisfaction à M. Herriot sur la question de la zone de Cologne pour qu'en échange celui-ci lui laisse les mains libres en Egypte. Ignorance ou mauvaise foi, on ne sait ce qui l'emporte dans ces commentaires passionnés.

Si, dans l'occurrence, l'Allemagne ne jugeait pas avec ses passions, il lui serait cependant bien facile de convenir que le point de vue des Alliés est insupportable. L'Angleterre, la Belgique et la France sont aussi respectueuses qu'il est possible de l'être des traités qu'elles ont signés; elles n'ont nullement envie de prolonger illégalement l'occupation de Cologne, mais elles ne veulent pas être dupes. La clause du désarmement, la plus importante peut-être du traité, a-t-elle été remplie par l'Allemagne? Si la Commission de contrôle répond par la négative, il est impossible de donner satisfaction sur ce point à nos ennemis d'hier. Que l'Allemagne s'exécute enfin de bonne foi (pourrait-elle dire pour le désarmement qu'elle est dans l'impossibilité de l'exécuter comme elle le prétendait pour les réparations?) et les dispositions du traité joueront en sa faveur.

Tel est le langage qui lui a été tenu samedi par les Alliés qui, dans cette affaire, semblent avoir le même sentiment.

R...

## La Ligue Républicaine Nationale L'ADHESION DE LA « DÉMOCRATIE NOUVELLE »

Paris, 22 décembre. — Le congrès du parti de la « Démocratie nouvelle », a voté à l'unanimité l'ordre du jour adhésif à la « Ligue républicaine nationale » et félicité M. Millerand de l'admirable courage civique dont il fait preuve.

## UNE DEMANDE EN AUTORISATION DE POURSUITES CONTRE UN DÉPUTÉ DE LA SEINE

Paris, 22 décembre. — On a distribué à la Chambre une demande en autorisation de poursuites contre M. Henri, député de la Seine, gérant du Journal « Le Coopérateur » émanant des acheteurs (service boucherie) de l'Union des Coopératives.

## C'est de Bar-sur-Aube que fut lancé l'ordre de la bataille de la Marne

Dijon, 22 décembre. — Ces temps derniers, des plaques avaient été apposées à Châtillon-sur-Seine, rappelant que l'ordre prescrivant la bataille de la Marne avait été rédigé et signé par le généralissime Joffre pendant son séjour à Châtillon-sur-Seine. A la suite de nombreuses protestations, des recherches faites dans les archives militaires et les déclarations personnelles du maréchal Joffre, c'est à Bar-sur-Aube que l'ordre en question fut signé par Joffre, et non à Châtillon. Ce point d'histoire étant officiellement éclairci, le Conseil municipal de Châtillon, a décidé que les plaques commémoratives placées à l'Hôtel de Ville et au château Maître, seront immédiatement retirées dans le sens indiqué par le maréchal Joffre.

## La séance publique annuelle à l'Académie des Sciences

Paris, 22 décembre. — Sous la présidence de M. Bigourdan, l'Académie des Sciences a tenu, aujourd'hui, sa séance publique annuelle. Selon l'usage M. Bigourdan a rendu un suprême hommage aux membres de l'Académie décédés.

## Une défaite du Bloc des Gauches

Brive-la-Gaillarde, 22 décembre. — Une élection au Conseil général pour le canton de Lubersac (arrondissement de Brive) a eu lieu (scrutin de ballottage) ont obtenu : M. Blanc, ingénieur agricole, républicain, 1.290 voix, élu. M. Bessis, radical-socialiste, maire de Saint-Martin Sport, 1.074 voix. M. Laporte, maire de Pompadour, socialiste, 890 voix. Il s'agissait de remplacer M. le docteur Dobord, radical-socialiste, décédé.

## L'assemblée générale de l'Association des Prisonniers des 9 et 10 octobre 1914 à Roubaix



LA RÉCEPTION DE M. PASQUA, SÉNATEUR, A LA GARE. Au centre : M. Pasqua, ayant à sa droite M. Edouard Dabois, vice-président d'honneur, et à sa gauche, M. Kahn, président de l'Association.

L'important et intéressant groupement des prisonniers des 9 et 10 octobre 1914, les « Vingt mille de Badgingham » a tenu dimanche à Roubaix une assemblée générale. M. Pasqua, sénateur du Nord, appelé à juste titre le « père des prisonniers » y a pris la parole et a assuré l'assemblée qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour que les prisonniers des 9 et 10 octobre soient assimilés aux prisonniers de guerre et obtiennent les mêmes avantages que ces derniers.

## L'ambassadeur de France à Bern présente ses lettres de créance

Berne, 22 décembre. — Ce matin, M. Jean Hennessy, le nouvel ambassadeur de France,



M. Jean HENNESSY à Bern, a présenté, en audience solennelle, au président de la Confédération ses lettres de créance.

## LES ÉVÉNEMENTS DU MAROC UN SUCCÈS ESPAGNOL sur les ANDJERS

On annonce de Tanger que les Espagnols ont remporté une grande victoire sur la tribu des Andjers. Ces derniers auraient subi de grosses pertes. Les Espagnols auraient reconquis El-Kar-Seguir qui avait été pris par les Rifains.

## LES PRÉCAUTIONS ANGLAISES

Le correspondant du « Sunday Express » à Gibraltar rapporte que quelques torpilleurs sont sous pression, en vue des éventualités qui peuvent se produire au Maroc. Le régiment du Suffolk aurait été mis sur le pied de guerre, prêt à être transporté à Tanger au premier signal.

## Un prêtre breton sauve une malade qui s'était jetée dans un puits

Brest, 22 décembre. — Dans la nuit, une commerçante de Trégourez, arrondissement de Châteaulin, malade depuis une brutaie de jours, se levait, en proie à un accès de fièvre, et allait se jeter dans un puits. Réveillée par ses jeunes enfants, qui avaient assisté au départ de leur mère, le mari sortit et appela au secours.

## L'INSURRECTION ALBANAISE Mgr FAN NOLI SERAIT CONDAMNÉ A MORT

Rome, 22 décembre. — Le « Popolo d'Italia » assure, d'après un télégramme de Durazzo, que le président du Conseil albanais, Mgr Fan Noli, aurait été empêché par un parti d'insurgés de s'embarquer à bord d'un navire de guerre italien.

## George COURTELIN, dont l'état de santé est chancelant

Voici deux pensées qui donneront une idée de l'esprit humoristique de cet écrivain : S'il fallait télégraphier aux autres tout ce qu'on se penne à soi-même, la vie ne serait plus tenable.

## Le Budget des Colonies à la Chambre

### L'agitation communiste en Extrême-Orient Les incidents de la Guadeloupe

SEANCE DU MATIN Paris, 22 décembre. — La Chambre a discuté ce matin le budget des Colonies. M. Archimède, rapporteur, signale l'insuffisance des crédits et trouve que les dépenses militaires à la charge des colonies sont exagérées. Il demande de réduire à dix-huit mois le service militaire des indigènes et presse le ministre de régler la question du renouvellement du privilège de certains banques coloniales. Il se prononce en faveur d'une monnaie indépendante pour éviter aux colonies les fluctuations du change. Répondant au rapporteur, le ministre annonce que la Chambre sera bientôt saisie du projet de mise en valeur des colonies. Suite de la discussion cet après-midi.

### LE BUDGET DES COLONIES

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget des Colonies.

### M. OUTREY DENONCE LE DANGER COMMUNISTE EN EXTRÊME-ORIENT

M. Outrey dit qu'il y a peut-être lieu d'étudier la représentation des indigènes. Ce serait une source de progrès; il ne faut pas que les indigènes puissent exprimer de la représentation coloniale les Français qui ont contribué à fonder les colonies. (Applaudissements sur divers bancs; exclamations ironiques sur les bancs communistes.)

M. Outrey aborde la question du danger communiste, dit qu'il est de ceux qui n'ont aucune crainte pour le pays, parce qu'il suffit de surveiller les quelques organisations communistes. Par contre, pour les colonies, il a les plus grandes appréhensions. Je suis, dit-il, très inquiet de ce qui se passe en Extrême-Orient. Il faut redouter une Chine bolcheviste. (Exclamations ironiques communistes.) Le chef du Gouvernement de Pékin est un bolcheviste notoire.

### UN INCIDENT

M. Outrey réplique que ses affirmations, opposées à celle de M. Montet, sont confirmées par tous les gouverneurs généraux et par les ministres de Colonies qui se sont succédés depuis 1914. Il donne lecture d'une lettre adressée par M. Montet à M. Daladier, en faveur d'un de ces indigènes.

M. Montet proteste avec indignation contre la communication de cette lettre privée à M. Outrey, et demande au ministre de s'expliquer à ce sujet. (Mouvement, applaudissements à gauche.) M. Daladier. — Je pose à M. Outrey cette question précise : Comment, par qui, et par quel moyen s'est-il en ce qui précède d'une lettre qui n'a été adressée qu'à M. Montet.

M. Outrey. — Cette lettre existe; c'est un fait. Ces paroles déclament l'indignation des gauches; plusieurs députés prennent vivement M. Outrey à partie.

M. Ernest Lafont. — Je voudrais que M. Outrey nous dise si c'est lui qui fait les tiroirs ou s'il a des employés. (Applaudissements à gauche.)

M. Daladier renouvelle sa question à M. Outrey. Celui-ci se contente de dire qu'il savait que cette lettre lui attirerait des observations, mais qu'il voulait, néanmoins, l'établir. M. Daladier réplique : Je constate, à mon grand regret, que M. Outrey se dérobe. Il ne me reste plus qu'à féliciter comme il convient de pareils procédés. (Applaudissements à gauche.) J'ajoute que l'enquête nécessaire sera faite et que toutes les sanctions qui s'imposent seront prises. (Applaudissements à gauche.)

### LES ÉLECTIONS DE LA GUADELOUPE

Après cet incident, M. Diagne s'attache à dénoncer que le métropele a de grands devoirs envers ses colonies. Il voudrait qu'avant le fin de cette législature, tous les indigènes soient Français et que les colonies aient leur représentation.

Passant ensuite aux incidents de la Guadeloupe, il déclare qu'il n'y a pas de communistes sur ce point.

L'orateur fait le récit des faits qui amènent M. Boissac en prison.

M. Diagne accuse nettement M. Candace d'avoir faussé le résultat des élections de la Guadeloupe par le truchement de fonctionnaires à sa dévotion et notamment de M. Jocelyn-Robert.

M. Diagne. — Je veux, en terminant, mentionner que M. Candace, qui nous a dit qu'on jetait des bombes dans son pays, n'a pas éprouvé le besoin d'aller voir un peu par lui-même, ce qui se passait à la Guadeloupe, comme c'est le devoir de tout député dans le département auquel il se passe quelque chose d'extraordinaire. (Applaudissements à gauche.)

M. Candace se défend et fait à son tour le récit des incidents de la Guadeloupe. Il accuse M. Boissac d'avoir poussé ses amis au meurtre, d'avoir excité des incidents violents à la Guadeloupe et d'être responsable des accidents graves survenus alors qu'il se livrait, avec quatre de ses amis, à la fabrication de bombes.

M. Daladier. — J'ai résolu de ne pas renvoyer M. Jocelyn-Robert à la Guadeloupe, car l'estime qu'il m'est pas qualifié pour gouverner une vieille colonie. Tant que je serai ministre des Colonies, M. Jocelyn-Robert ne sera pas gouverneur de la Guadeloupe. (Applaudissements.)

M. Candace proteste, et poursuit son discours, affirmant que les propagandistes communistes ont mené d'une façon très active à la Guadeloupe. La suite de la discussion est renvoyée à mardi matin pour la suite de discours de M. Candace. Séance levée à 19 h. 05.

## Au Conseil supérieur des Pupilles de la Nation

Paris, 22 décembre. — Le Conseil supérieur de l'Office National des Pupilles de la Nation s'est réuni sous la présidence de M. François-Albert, ministre de l'Instruction publique.

Après l'ouverture de la séance, M. François-Albert, à l'occasion d'un vœu émis par les présidents de sections permanentes réunis au Congrès de Cahors a tenu à affirmer le droit du gouvernement d'exercer un contrôle effectif sur l'action des Offices départementaux.

Il a été décidé que les inspecteurs départementaux à ce contrôle seront nommés par décret ainsi d'ailleurs que le secrétaire général adjoint de l'Office national. La question de l'encouragement à l'agriculture et des subventions d'apprentissage agricole a fait ensuite l'objet d'un long débat.

Diverses mesures ont été proposées pour remédier à la désertion des campagnes. Le Conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux Offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la Nation ayant atteint leur majorité.

## LE MYSTÈRE DE L'HOMME COUPÉ EN MORCEAUX

Paris 22 décembre. — L'enquête ouverte par la police judiciaire, afin de rechercher l'identité de l'homme coupé en morceaux et son meurtrier, se poursuit activement.

On a signalé une disparition intéressante, mais il semble que cette piste doit être abandonnée.

Deux nouvelles disparitions ont été encore signalées et des vérifications sont faites, mais de plus en plus, il apparaît que l'enquête sera difficile et longue.

## Au Comité militaire interallié de Versailles

Paris, 22 décembre. — Le comité militaire interallié de Versailles, qui préside le maréchal Foch, se réunira aujourd'hui à Versailles.

On assure que le comité en possession des rapports de la commission de contrôle, va élaborer un rapport sur le désarmement de l'Allemagne, qui sera transmis à la conférence des ambassadeurs.

## Une vague de froid aux Etats-Unis VINGT-NEUF MORTS

New-York, 22 décembre. — Vingt-neuf morts et plus de 10 millions de dollars de dégâts ont été provoqués par une vague de froid intense qui vient de balayer les Etats du Middle West et qui avance maintenant sur l'Atlantique. Des milliers d'indigents ont été obligés d'abandonner leurs maisons mal chauffées pour se réfugier dans des institutions charitables et même dans les grands hôtels, dont certains n'ont ouvert les portes toutes grandes.

La vague de froid a indirectement causé plusieurs centaines d'incendies, nombre de personnes ayant accidentellement mis le feu à leur habitation en bourrant leurs cheminées de charbon et de bois dans l'espoir de se réchauffer.

## Une fillette de quatorze ans tente d'empoisonner son père

Rennes, 22 décembre. — Une fillette de 14 ans vient d'être arrêtée et écrouée à la prison de Vitré sous la grave inculpation d'avoir voulu empoisonner son père. Celui-ci vivait séparé de sa femme et de sa fille. Au cours d'une visite du père, cette dernière lui prépara un repas, à la suite duquel le malheureux fut gravement malade et ne dut son salut qu'à une médication énergique. Interrogée, la jeune fille avoua avoir mélangé aux aliments préparés par elle de l'arsenic qu'elle avait acheté à Vitré. Elle prétend avoir accompli son acte parce que son père lui avait refusé des objets d'habillement.

## MORT DE SIR GEORGE BUCHANAN

Londres, 22 décembre. — Sir George Buchanan, qui fut ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, de 1910 à 1918, puis à Rome en 1921, est mort subitement.

## L'impression d'un industriel linier sur la Russie

Un industriel linier retour d'un voyage en Russie a déclaré au « Daily Mail » que de Riga à Moscou, on ne Chita à Vladivostok, il n'a rencontré que la misère et la famine. Les rues de Moscou sont pleines de chômeurs et de mendicants. Cet industriel a eu l'impression qu'au point de vue industriel, le pays est absolument dévasté. La plupart des mines sont fermées.

## LES PAYSANS RUSSES CONTRE LE COMMUNISME

Londres, 22 décembre. — On mande de Riga à l'Agence Reuters :

Le Comité central du parti communiste a décidé de détacher de Moscou un nouveau contingent de 600 agitateurs expérimentés, dans le but de contre-carer l'activité croissante des membres de l'organisation paysanne « Kikaki », qui combat de plus en plus ouvertement le communisme.

## EXPLOITS DE SANGLIERS DANS LA MANCHE

Coutances, 22 décembre. — Un superbe sanglier est entré dans le cuisinier de la maison qu'habite M. Lhotellier, à Ancerville. A sa vue, l'un des personnes qui se trouvaient à table s'enfuit, tandis qu'une autre monta prestement à sa chambre.

Alors, le sanglier, faisant le tour de la cuisine, avala goulument quelques restes, fouilla dans les coins, et dans son manège, reforma la porte. Pendant ce temps, le fuyard qui était allé chercher du renfort, revint avec un habile chasseur qui, par la fenêtre, tua l'animal sauvage.

Un second sanglier qui était entré dans le poulailler du même propriétaire n'a pu être rejoint.

## Kameneff successeur de Krassine?

Stockholm, 22 décembre. — Le « Stockholms Tidningen » annonce l'éventualité du remplacement de M. Krassine, comme ambassadeur à Paris, par M. Kameneff.

Dans les milieux soviétiques de Paris, on déclare que cette nouvelle est absolument fautive.

## ON PARLE AUSSI DE RAKOWSKI

On dit aussi que le successeur de Krassine serait tout trouvé, ce serait Rakowski, « citoyen du monde ». Ex-étudiant de Nancy et de Montpellier, Christian Rakowski s'en vint un peu à Londres, surtout depuis la fâcheuse histoire de la lettre Zinoviev et l'arrivée au « Foreign Office » de M. Chamberlain.

## M. MAC DONALD PART pour l'AMÉRIQUE

Londres, 22 décembre. — M. Mac Donald va s'embarquer à Avonmouth à destination des Antilles et de Panama. L'ex-premier ministre restera une quinzaine de jours à la Jamaïque mais il ne fera que passer à Panama car il doit repartir pour l'Angleterre le 29 janvier.